



THIERRY AFSCHRIFT  
PROFESSEUR  
ORDINAIRE À L'ULB

## France: l'extrême gauche au pouvoir?

**e qu'il y avait de plus inquiétant** dans l'issue de l'élection présidentielle française, ce n'était pas l'apparition, pour la troisième fois, de l'extrême droite au second tour. On sait bien que tel était l'objectif de Macron, qui n'ignorait pas pouvoir compter sur l'hostilité des Français à ces idées extrémistes – et sur la faiblesse de son adversaire – pour gagner comme il y a cinq ans. Cela s'est effectivement passé, comme cela devait arriver, par une défaite indiscutable des ennemis de droite de la liberté.

**Aujourd'hui se présente un autre risque**, peut-être plus dangereux à terme. Fort de sa troisième place au premier tour, Jean-Luc Mélenchon revendique le poste de Premier ministre et a réussi à fédérer autour de son parti les débris de la gauche française écrasée au premier tour. On se retrouve avec une nouvelle "union de la gauche", qui ne ressemble pas, hélas, à celle de 1981.

**Car lorsque François Mitterrand était arrivé** au pouvoir, il l'avait fait en tant que leader d'une union convenue avec les communistes, certes, mais dont le parti dominant était socialiste. Et le rusé président français avait réussi, même en appliquant un programme de gauche sévère et ruineux, à ne faire que des concessions marginales à ses alliés extrémistes. Lorsque l'échec magistral de ce programme dut être constaté deux ans plus tard, avec des dévaluations successives et la ruine de l'économie française, il put redresser ce qui pouvait encore l'être en renvoyant dans l'opposition ses alliés communistes d'avant.

**La question est fort différente aujourd'hui.** Le parti qui dirige la coalition, de manière écrasante, n'est plus un parti socialiste moribond et déjà très gauchisé au point que François Hollande ne s'y reconnaît même plus. Il s'agit de la "France insoumise" d'un Mélenchon plus extrémiste que jamais. L'homme est en effet admirateur de Chávez, zélé du régime communiste chinois, adversaire de la liberté de marché même sous sa forme atténuée retenue par une Union européenne qu'il déteste, et auteur de propositions tendant à faire de la France, sur le plan des recettes

et dépenses publiques, l'équivalent de ce qu'était la Tchécoslovaquie avant la chute du rideau de fer.

**A cela s'ajoute un risque de déficit** de liberté difficilement acceptable pour les socialistes d'hier. Notamment lorsque la coalition devra, à l'image des verts qui en font partie, trouver un moyen de concilier un néo-féminisme extrême (où l'on parle de contrôler et de sanctionner le partage des charges ménagères de chaque famille...) avec un alignement sur les thèses islamistes les plus dures, essentiel pour les prétendus "insoumis". Il faut savoir que 70% des électeurs musulmans de France votent pour eux. Etrange soumission à des valeurs non républicaines pour un parti de gauche qui se prétend si... insoumis!

**Tout cela peut bien sûr, dans un premier temps**, convenir à Macron qui pourra se présenter, malgré la vacuité totale de son programme et des réalisations de son quinquennat précédent, comme une espèce de sauveur, le seul capable d'éviter les deux extrêmes, le fascisme et le communisme.



**On est frappé de constater que deux mouvements sur trois ne sont plus compatibles, dans ces élections, avec les valeurs démocratiques, les libertés et l'économie libre.**

Deux extrêmes qui, d'ailleurs, ont des programmes assez semblables: tous deux sont ennemis de la liberté et, sur le plan social, on a dû constater un certain alignement de Marine Le Pen sur les programmes de l'extrême gauche, tout simplement parce qu'ils chassent la même clientèle.

**Peut-être le risque pour la démocratie** et l'économie française n'est-il pas pour tout de suite. Mais on est frappé de constater que deux mouvements sur trois ne sont plus compatibles, dans ces élections, avec les valeurs démocratiques, les libertés et l'économie libre. **t**